



COMMUNE
de
SAINT-LOUBÈS

Marché Public

**MARCHÉ D'EXPLOITATION
DES INSTALLATIONS THERMIQUES, DE
CLIMATISATION ET DE VENTILATION
DES BÂTIMENTS COMMUNAUX**

Référence du marché :

2016PF01

RÈGLEMENT DE CONSULTATION
Version2

Date limite de réception des offres : 23/05/2016 à 12h00

Article 1 – Pouvoir adjudicateur

Commune de Saint-Loubès, représentée par M. le Maire.

Mairie de Saint-Loubès 23, place de l'Hôtel de Ville BP 56 33451 SAINT-LOUBES Cedex SIRET : 2013 304 330 00011	Tél : 05.57.97.16.16 Fax : 05.57.97.16.00 mairie@saint-loubes.fr www.saint-loubes.fr
Horaires d'ouverture de la Mairie	Lundi : 9h-12h 13h30-19h Mardi : 9h-12h 13h30-17h Mercredi : 9h-12h 13h30-17h Jeudi : 9h-12h 13h30-17h Vendredi : 9h-12h 13h30-17h30

Article 2 – Intitulé et objet du marché

2.1 Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : 2016PF01

2.2 Nature du marché public : marché public de services (principal) et de travaux (secondaire).

2.3 Intitulé : marché public d'exploitation des installations thermiques, de climatisation et de ventilation des bâtiments communaux

2.4 Objet : marché public d'exploitation des installations thermiques, de climatisation et de ventilation des bâtiments communaux

2.5 Calendrier prévisionnel

• Attribution du marché public : juin – juillet 2016.

Article 3 – Présentation de la consultation

3.1 Type de procédure : procédure formalisée, selon les dispositions des articles 26 et 57 à 59 du code des marchés publics.

3.2 Type de marché : sans objet.

3.3 Décomposition : le marché n'est pas décomposé en lots. Pour la mission P3, il y a une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

3.4 Conditions de participation des concurrents :

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

3.5 Nomenclature communautaire. La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

71314200 Services de gestion de l'énergie.

09300000 Électricité, chauffage, énergie solaire et nucléaire.

39715000 Chauffe-eau et chauffage de bâtiment; équipement de plomberie.

3.6 Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

- Paiement : articles 86 à 111 du Code des marchés publics. Modalités de règlement des comptes : règlement des comptes selon les modalités du CCP. Le délai global de paiement est réglé par l'article 98 du Code des marchés publics : 30 jours.
- Financement : financement par le budget communal, section d'investissement.
- Unité monétaire utilisée : l'euro.

Article 4 – Conditions de la consultation

4.1 Obtention du dossier de consultation des entreprises

Les candidats qui le souhaitent peuvent obtenir gratuitement l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), en priorité sous forme électronique :

- Envoi par e-mail.

A défaut le DCE peut-être transmis en version papier, par courrier ou retrait en mairie.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants (à adapter, s'il y a lieu, selon la plateforme) :

- Fichiers compressés au standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Microsoft Word, Wordperfect, Openoffice, etc.).
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...).
- Tous les logiciels requis peuvent être téléchargeables gratuitement sur le site web www.marchespublics-aquitaine.org à la rubrique « Outils ».

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

4.2 Contact administratif

En cas de problème avec l'obtention du DCE ou avec les pièces de celui-ci, avec la procédure de passation du présent marché, etc. : service marchés publics.

M. F. FURLAN, Tél : 05 57 97 16 16, f.furlan@saint-loubes.fr ou mairie@saint-loubes.fr.

4.3 Variantes et Options

• Variantes

Les candidats peuvent présenter des variantes, dont notamment **une variante sur la tranche conditionnelle de la mission P3.**

Les variantes ne peuvent porter sur la durée du marché.

La présentation des variantes est identique à celle de l'offre de base. Le nombre de variantes présentées est limité à 2 maximum.

Le dépôt d'un nombre supérieur de variantes rend toutes les variantes irrégulières et conduira à leur rejet, sans qu'il soit procédé à leur examen.

• Options

Le marché comporte 2 options :

Option 1 à réponse obligatoire : contrôle de la qualité de l'air intérieur (1 mesure réglementaire en 2018 sur les bâtiments concernés par le décret 2015-1000 du 17 août 2015 et 2015-1926 du 30 décembre 2015)
→ art IV.15.12 du CCTP

Option 2 à réponse non obligatoire : outil de suivi de consommation
→ art IV.12 du CCTP

- La Ville de Saint-Loubès se réserve le droit :
- de ne pas donner suite à tout ou partie de la consultation.

4.4 Conditions particulières d'exécution

Ce marché comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières.

4.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.6 Modification du DCE

La commune de Saint-Loubès se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessous est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.7 Concurrence

Sans objet.

Article 5 – Contenu du dossier de consultation des entreprises

5.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- L'offre technique et financière du titulaire

5.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de

services (Arrêté du 19 janvier 2009, NOR : ECEM0816423A)

- Le guide de rédaction des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultats (approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'Observatoire économique de l'achat public) désigné par la suite «guide».

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat selon les modalités définies à l'article 4.1 du présent règlement. Les pièces générales ne figurent pas dans le DCE fourni aux entreprises.

Article 6 – Renseignements complémentaires

6.1 Demande de renseignements : pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une **demande écrite** au service des marchés publics :

- Sur la plateforme Marchés Publics d'Aquitaine.
- Par télécopie : 05 57 97 16 00.
- Par courrier : à l'adresse mentionnée à l'article 1.
- Par courriel : f.furlan@saint-loubes.fr.
- Contact : Service marchés publics – Tél : 05 57 97 16 16.
- Les demandes doivent parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

6.2 Documents complémentaires

Sans objet.

6.3 Visites sur site et/ou consultations sur place

Une visite des sites est possible.

Contacts :

- Christian BONETA, Directeur des services techniques, 06 77 59 73 84, c.boneta@saint-loubes.fr
- Dominique Brun, Adjoint au Directeur des services techniques, 06 21 50 91 52, d.brun@saint-loubes.fr

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres

7.1 Date limite de réception des offres : 23/05/2016 à 12h00

7.2 Rédaction : les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les prix sont exprimés en euros.

7.3 Développement durable

Dans un souci de développement durable, il est demandé aux candidat de privilégier l'envoi de documents imprimés recto-verso et de n'utiliser la couleur que si nécessaire.

7.4 Transmission :

Dossier papier : tous les documents sont transmis, sous pli cacheté, dans une seule enveloppe (pas de double enveloppe), par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise directe en mairie contre récépissé signé par la mairie et le titulaire.

Sur l'enveloppe, les mentions suivantes apparaissent :

- Le nom et l'adresse du candidat.
- La mention « Offre marché 2016MAPA01 – Contrôle et maintenance des extincteurs – Ne pas ouvrir ».
- L'indication du ou des numéros de lots présentés le cas échéant.

7.5 Documents à produire

→ **Pour éviter le rejet de votre dossier pour des raisons de conformité aux dispositions administratives, nous vous rappelons qu'il convient :**

- de lire le présent règlement de consultation,
- de vérifier que tous les documents photocopiés sont sous une signature originale,
- de vérifier que l'acte d'engagement est intégralement rempli par le candidat ou le mandataire du groupement,
- de dater et signer l'acte d'engagement à la dernière page dans le cadre réservé à cet effet,
- de vérifier que les personnes signataires des différents documents sont habilitées à engager le candidat ou le mandataire du groupement ou qu'elles bénéficient d'une délégation de signature,
- dans le cas d'utilisation d'une procédure dématérialisée, se conformer strictement aux dispositions de l'article 6.2 du présent règlement,

• Pièces administratives et documents permettent de contrôler les interdictions de soumissionner (articles 43 et 44 du code des marchés publics)

Le dossier administratif comporte les pièces et documents nécessaires à la sélection des candidatures prévus aux articles 44 et 45 du Code des marchés publics :

- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 : incluse dans le formulaire DC1.

Autres pièces :

1. Une lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent.
2. La déclaration du candidat modèle DC2 ou équivalent pour chaque membre du groupement.
3. En cas de sous-traitance connue au moment de la candidature, déclaration de sous-traitance, modèle DC4 ou équivalent.
4. Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat.
5. Conformément à l'article 45-III du Code des marchés publics, si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, dont des sous-traitants, pour présenter sa candidature, il produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché. Le candidat justifie également des capacités de ce ou ces opérateurs économiques.

En cas de groupement, il devra être fourni un DC1 commun au groupement et pour chacun des membres du groupement, les pièces mentionnées ci-avant.

• Documents de la candidature (article 45 du code des marchés publics)

1. Présentation de l'entreprise: effectifs moyens annuels du candidat, personnel d'encadrement, titres d'étude et professionnels des candidats et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
2. Liste des opérations réalisées de nature ou de complexité comparable sur les 3 dernières années. Pour chacune, indiquer : collectivité ou organisme employeur, année, nombre d'extincteurs contrôlés.
3. Chiffre d'affaires des 3 derniers exercices connus ou, si impossible, les éléments utiles à la démonstration de la capacité financière.

• Documents de l'offre

1. **Un mémoire technique** présentant la manière dont le candidat envisage de mener à bien sa mission (notamment méthode de travail, personnel affecté à la mission).
2. **La liste du matériel proposé dans le cadre du P3** ainsi que les fiches techniques correspondantes.
3. **Un projet d'acte d'engagement (AE) renseigné, daté et signé** par le candidat ou les membres du groupement, ainsi que le bordereau des prix unitaires et le devis quantitatif estimatif s'il y en a, dûment renseignés, datés et signés.

Attention – Acte d'engagement → Avance :

- En application de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT.
- Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

Marché Public Simplifié : le recours à la procédure MPS est **autorisé**.

7.6 Restriction

Tout pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites de réception précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, sera rejeté avant la phase d'ouverture des plis. Il sera retourné à son expéditeur, sans avoir été ouvert.

Article 8 – Sélection des candidatures

Une sélection pourra être effectuée au niveau des candidatures, au regard des critères ci-dessous. Le candidat veillera donc à fournir les documents permettant de juger sa candidature.

Critères	Grille de jugement (à adapter suivant le type de marché)
Expérience	Références relatives à l'exécution de marchés de même nature.
Capacité professionnelle	Composition des équipes, CV.
Capacité techniques	Moyens humains, matériels, techniques, etc.
Capacité financière	Chiffre d'affaire et part du chiffre d'affaire consacré à des missions similaires aux missions du marché

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours ouvrés. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai, en sont informés.

Article 9 – Sélection des offres

Le maître d'ouvrage choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères de jugement des offres ci-dessous :

1/ Valeur technique de l'offre 36 %

Moyens en personnel technique et d'encadrement ; système d'astreinte ; moyens de communication et de suivi en temps réel des interventions curatives ; visite des installations selon le planning du cahier des charges particulières ; moyens mis en œuvre pour la réalisation des travaux, la continuité du service et les délais ; documents de suivi d'exploitation et mise en place des actions préventives et correctives...

2/ Capacité de prise en charge 34 %

Capital social de l'entreprise ; chiffre d'affaire de l'entreprise dans les activités de gestion thermique et d'exploitation ; capacité du candidat dans la gestion de l'énergie thermique avec résultats ; capacité du candidat à prendre en charge les installations ; capacité du candidat à traiter la gestion des risque de prolifération de la légionellose ; programme et liste des opérations d'entretien courant ; programme de renouvellement des équipements au titre de la garantie totale...

3/ Prix 30 %

Prix P2 ; Prix P3 ; Prix P2+P3 ; Cohérence des prix P2 : adéquation nombre d'heures / conduite et maintenance par technicité ; cohérence des prix P3 : adéquation nombre de remplacements d'équipements et prix proposés...

Dans le cadre de l'analyse des offres, la collectivité se réserve le droit de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, notamment :

- toute question devant être levée après analyse des offres.
- toute précision jugée utile par le candidat.
- présentation des solutions informatiques proposées.

Cette précision prend la forme d'un entretien dans les locaux de la collectivité, dont la durée et les conditions sont les mêmes pour tous les candidats. Les convocations sont adressées aux candidats au plus tard 5 jours avant la date prévue et fixent les conditions de l'entretien. Celui donne lieu à un compte rendu écrit et signé par les deux parties.

Article 10 – Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans les conditions définies à l'article 46 du code des marchés publics et dans un délai de 7 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du Code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat.
- En application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un État autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les certificats et attestations prévus ci-dessus. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les candidats joignent une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité sera à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

Article 11 – Information sur les recours

- Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bordeaux 9, rue Tastet, 33000 Bordeaux, tél. : 05-56-99-38-00, greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
- Organe chargé des procédures de médiation : Comité inter-régional de règlement amiable des litiges préfecture de la région Aquitaine 4b esplanade Charles de Gaulle, 33077 Bordeaux, tél. : 05-56-90-65-30, fax : 05-56-90-65-00.
- Les candidats sont recevables à former une requête en référé précontractuel dans les seize jours à compter de la réception du courrier les informant de leur éviction, devant le juge des référés du tribunal administratif de Bordeaux. Ils sont également recevables à former un recours contre le contrat devant la juridiction visée ci-dessus dans un délai de un mois à la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat.

LISTE DES MODIFICATIONS DU DOCUMENT

Dates	Articles	Modifications
14/04/2016	7.1	Date limite de réception des offres, reportée du 20/05/2016 à 12h00 au 23/05/2016 à 12h00.